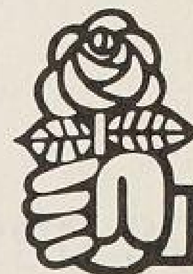


Chantal PEREZ
27 ans - infirmière
suppléant :
Jean-Claude POLACK
47 ans - journaliste

UNE SOCIALISTE POUR VOTRE ARRONDISSEMENT



Candidate aux élections législatives des 12 et 19 mars 1978, représentante du Parti Socialiste, m'engage au nom de mon parti et de moi-même à lutter pour l'aboutissement des engagements contenus dans le Programme commun de gouvernement réactualisé. Dans ce contexte et pour notre quartier, j'entends demeurer en liaison constante avec les habitants, faciliter le développement des associations déjà existantes ou à créer, afin que chacun puisse apporter sa contribution dans la défense du cadre de vie, dans l'organisation de notre vie communautaire de chaque jour. C'est ainsi que je ferai tout ce qu'il sera en mon pouvoir de faire pour donner, non seulement aux associations mais aussi aux jeunes et aux personnes âgées, des locaux de réunions, de rencontre et des moyens financiers.

Ensemble, nous exigerons que soit immédiatement recouvert le périphérique qui, dans notre arrondissement, place les populations riveraines dans des conditions de bruit et d'hygiène insupportables. Une fois encore, nous aurons à veiller à ce que l'aménagement de la Z.A.C. Saussure ne conduise pas à l'exode de la population la plus défavorisée de Paris pour le profit exclusif de quelques sociétés immobilières. Il nous faudra également veiller à ce qui est déjà la proie désignée des promoteurs avides : le secteur Cardinet actuellement loué par la S.N.C.F. et qui sera libéré dans les prochaines années.

La politique de nos actuels dirigeants, qui ont eu un pouvoir sans partage depuis vingt ans, se solde par un constat d'échec, sur tous les plans.

Le chômage qui, avec son cortège de misère, bat tous les records, l'inflation qui n'a pu être vaincue faute de s'attaquer aux véritables causes, les balances commerciales et de paiement qui ne peuvent pencher du bon côté, le franc qui ne cesse de baisser pour le plus grand profit de quelques spéculateurs étrangers mais aussi français, la diminution du pouvoir d'achat des classes laborieuses : voilà le triste bilan économique d'une politique basée sur l'injustice sociale et le maintien de privilèges exorbitants de quelques-uns.

Comment, dans ces conditions, accorder quelque crédit au Programme de Blois dont le coût financier ne pourrait être assuré ? Comment imaginer que subitement, la droite accordera ce qu'elle a refusé pendant vingt ans ? Que reste-il aujourd'hui des promesses de Provins tenues en 1973 ?

Les socialistes, conscients de leurs responsabilités, ont mis en place le Programme commun de gouvernement réactualisé, sans démagogie. Le Parti Socialiste ne promet que ce qu'il pourra tenir et tiendra ses promesses !

A ce jour, l'essentiel est de sortir le pays de la crise ; et pour cela, une seule politique s'impose : la relance de la consommation intérieure. Dans la logique de cette pensée, le S.M.I.C. à 2 400 F, les 1 300 F d'allocations aux personnes âgées par mois dès avril 1978, l'augmentation substantielle des prestations familiales, les modifications structurelles de l'économie par le biais des nationalisations et de la planification démocratique apparaissent comme des mesures indispensables et réalistes pour une politique de justice sociale et de redressement national.

Qui peut sérieusement penser que la nationalisation des banques ne permettra pas d'orienter dans l'intérêt du plus grand nombre les investissements vers les secteurs économiques les plus vitaux pour le pays, de freiner l'inflation, de pratiquer une politique du crédit qui conduise, par exemple, dans le domaine immobilier à ouvrir à un plus grand nombre de citoyens l'accès à la propriété immobilière, de lutter contre la cherté des loyers (dont nous souffrons tout particulièrement dans notre quartier).

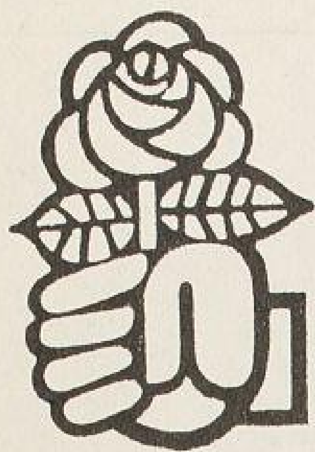
Mais le Parti Socialiste ne s'en tiendra pas à ces mesures, certes essentielles. Il entend promouvoir par son projet autogestionnaire un changement dans la qualité de la vie, dans les rapports entre les citoyens, entre le citoyen et l'administration. Il souhaite donner à chacun plus de responsabilités dans la vie collective. Il est le seul à être résolument hostile à la centralisation bureaucratique dont nous souffrons actuellement. C'est pour cela qu'il dirigera ses efforts vers une politique régionale et locale qui donnera aux habitants de la région ou de la commune le véritable pouvoir de décision.

C'est par millions que se compteront les suffrages socialistes. Les Français et les Françaises veulent le changement et font confiance au Parti Socialiste pour le mener à bien.

Madame, Mademoiselle, Monsieur, vous aurez à cœur, le 12 mars, de venir grossir les rangs de ceux qui luttent sans relâche pour une société plus juste, plus humaine et plus fraternelle.

Chantal PEREZ

Vu, le candidat



CHANGER LA VIE AVEC LES SOCIALISTES

1978 DOIT ETRE L'ANNEE DU CHANGEMENT

Les Françaises et les Français, dans leur immense majorité, ne veulent plus de la politique d'injustice sociale et d'impuissance économique des partis de droite qui gouvernent notre pays depuis tant d'années.

L'intensité et la gravité de la crise dans laquelle notre pays est plongé rendent plus nécessaires et plus urgentes que jamais les transformations prévues dans le PROGRAMME COMMUN. Pour faire passer dans les faits l'immense espérance des Françaises et des Français et leur aspiration à changer la vie dans la perspective du **socialisme autogestionnaire.**

LE PARTI SOCIALISTE PROPOSE

• Le S.M.I.C. à 2 400 F • Le retour rapide aux 40 heures • La 5e semaine de congés payés • La revalorisation en un an de 50 % des allocations familiales • Le droit à la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes • Le minimum vieillesse porté immédiatement à 1 300 F/mois et relevé progressivement pour atteindre 80 % du S.M.I.C. • La relance économique grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat et à la réduction des inégalités • Une politique résolue et diversifiée de lutte contre le chômage • La construction de 700 000 logements par an dont 525 000 H.L.M.

C'EST POSSIBLE MAINTENANT

- **Par la nationalisation** immédiate des banques, des assurances, des 9 principaux groupes industriels et leurs filiales stratégiques ;
- **Par une nouvelle politique fiscale** fondée, notamment, sur l'allégement de l'imposition des revenus modestes et sur la création d'un nouvel impôt sur le capital et les grosses fortunes ;
- Par la mise en œuvre **d'une planification démocratique,** permettant de satisfaire les besoins du plus grand nombre, d'éliminer les gaspillages, de respecter les équilibres naturels et l'environnement ;
- **Par l'intervention effective des travailleurs** dans les entreprises, des habitants dans leurs quartiers ;
- **Par la démocratisation des institutions et l'extension des libertés.**

AVEC UN GOUVERNEMENT D'UNION POUR APPLIQUER LE PROGRAMME COMMUN

Le Parti socialiste n'a qu'un seul adversaire : La Droite.
Il n'a jamais mis de conditions à l'Union.
Les socialistes veulent la victoire de la Gauche.
Pour eux, seules cette victoire, la formation d'un gouvernement d'Union et l'application du PROGRAMME COMMUN permettront de réaliser les réformes nécessaires.

VOUS ÊTES LA VRAIE MAJORITÉ
LE 12 MARS VOTEZ SOCIALISTE

Vu, le candidat

Imprimerie L'Avenir Graphique - Paris.